

# Non à l'intervention au Tchad ! Retrait de toutes les troupes françaises ! Fermeture des bases militaires françaises !

Le 5 février, le président de la république française a déclaré : « *Si la France doit faire son devoir au Tchad, elle le fera* » en demandant le feu vert à l'ONU. La veille, le Conseil de sécurité de l'ONU a déjà « *condamné fermement les attaques perpétrées par des groupes armés contre le gouvernement tchadien* » et appelé « *les États membres à apporter leur soutien au gouvernement du Tchad* ». L'impérialisme français avait adressé le même jour une mise en garde directe aux troupes tchadiennes en rébellion qui menaçaient N'Djamena. Sarkozy a demandé « *à l'aviation française de survoler la frontière avec le Soudan, côté Tchad, pour vérifier qu'il n'y ait pas d'incursion étrangère* ». Auparavant, il avait renforcé le détachement français sur place, sous prétexte humanitaire.

Selon le principal chef de la rébellion tchadienne, le général Mahamat Nouri, l'aviation française a « *bombardé* » les positions des rebelles « *depuis hier matin jusqu'à une heure ce matin* » pour protéger le régime du président Idriss Deby Itno. Nouri accuse « *la France* » d'une « *intervention directe* » dans la capitale. L'armée française reconnaît avoir apporté, ces derniers jours, de l'espionnage, ainsi qu'une aide logistique. En avril 2006, l'armée française avait aidé le pouvoir tchadien avec du carburant, du renseignement, des munitions et surtout intimidé les militaires rebelles avec ses avions. En février 2006, lors d'une tentative de coup d'État, Idriss Déby fut protégé par des hommes du 1<sup>er</sup> RPIM. En 1990, du temps du gouvernement Mitterrand-Rocard, les services secrets français avaient aidé Déby à prendre le pouvoir par les armes.

Pour garantir ses positions économiques, diplomatiques et militaires, la 5<sup>e</sup> République dispose de bases, de 10 000 soldats au Tchad, mais aussi à Djibouti, au Sénégal, au Congo, au Gabon, en Côte d'Ivoire... Grâce à ce dispositif, elle est intervenue dans plus d'un pays d'Afrique, sous De Gaulle, Giscard, Mitterrand, Chirac, souvent pour mettre en place ou maintenir des dictateurs. L'armée française a instruit et couvert les artisans du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994. L'armée française a détruit l'aviation ivoirienne en 2004. Elle a secouru militairement le président de Centrafrique Bozizé. Sarkozy s'inscrit pleinement dans la tradition de l'impérialisme français. Le Tchad accueille plus de 1 000 mercenaires de l'impérialisme français, dans le cadre de « *l'Opération Epervier* » et la France fournit aussi un détachement d'assistance militaire et d'instruction (Dami). En fait, le Dami, composé de forces spéciales - très souvent les 1<sup>er</sup> et 8<sup>e</sup> RPIM, sert d'unité de renseignement et de protection du pouvoir, qui ne brille pas par le respect des droits de l'homme.

Outre son emplacement stratégique, le Tchad est devenu un pays pétrolier dont les ressources sont partagées par les compagnies pétrolières américaine, anglaise et française. Les ministres des affaires étrangères des États membres de l'Union européenne ont décidé le 28 janvier l'envoi de 3 700 soldats au Tchad et au Centrafrique (« *opération Eufor Tchad-RCA* »), alors que 20 000 soldats y sont prévus au compte de l'ONU et de l'Union africaine (la « *Minuad* »), sous couvert d'aider le peuple du Darfour au Soudan.

Ainsi, l'Afrique reste sous-développée, malgré ses ressources naturelles et humaines. Les pouvoirs politiques corrompus y restent soumis aux pressions économiques, politiques et militaires des impérialismes, au premier chef de la France et des États-Unis. Le pillage et les rivalités entre les puissances capitalistes exacerbent la répression du mouvement ouvrier, l'oppression des femmes, l'instabilité politique, le militarisme, les affrontements ethniques, les déplacements de population, les génocides... La charité, les ONG et « *l'ingérence humanitaire* » ne sont que le complément du colonialisme, de la domination européenne et américaine.

En France, il faut que la classe ouvrière et la jeunesse, qui comporte d'ailleurs de nombreux travailleurs et étudiants d'origine africaine, brisent le pillage des grands groupes capitalistes français, empêchent les immixtions des services secrets et de l'armée qui protègent les intérêts de ces derniers. Les organisations ouvrières, partis et syndicats, doivent réaliser un front unique pour empêcher toute intervention de leur impérialisme au Tchad : manifestations de rue, blocages des déplacements et des transmissions, etc.

Cela n'implique aucun soutien à l'opposition armée, qui est de même nature sociale et politique que le régime en place et qui se transformerait inévitablement, en cas de victoire, en relais de la domination étrangère. La lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse françaises contre les ingérences impérialistes contribuera, au contraire, à préparer le renversement, par les prolétaires et les paysans pauvres d'Afrique, des représentants des classes exploiteuses locales, pour mettre en place des gouvernements ouvriers et paysans, expropriant les groupes capitalistes, édifiant les États-Unis socialistes d'Afrique.

Pour mener une lutte concertée et efficace contre les puissances impérialistes comme la France et leurs relais locaux comme Déby, il faut un cadre de collaboration fraternelle, une internationale ouvrière révolutionnaire.

**Non à toute intervention de l'armée française au Tchad, avec ou sans approbation de l'ONU ! Dénonciation de tous les traités officiels et secrets ! Retrait des troupes françaises du Tchad, de Côte d'Ivoire, d'Afghanistan, etc. ! Fermeture de toutes les bases militaires françaises ! Droit d'entrée et de séjour pour tous les étudiants et travailleurs africains !**

Paris, le 5 février 2008